

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 26 JUIN 1928

Rapport de la Commission de l'Intérieur et de l'Hygiène, chargée d'examiner : 1° le Projet de Loi portant revision des Titres I à III du Code électoral; 2° la Proposition de Loi de M. Paulsen, relative à la revision des listes électorales; 3° la Proposition de Loi de M. Paulsen, dispensant les administrations communales de procéder à la revision des listes des électeurs communaux en 1928, 1929 et 1930.

(Voir les n°s 69 (1925-1926), 117 et 118 (1927-1928) du Sénat.)

Présents : MM. le vicomte BERRYER, président; CARPENTIER, COOLS, ESSER, A. HUYSMANS, LEKEU, MOUSTY, RYCKMANS, VAN FLETEREN, vicomte Adrien VILAIN XIII, VINCK et LIGY, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Les lois constitutionnelles du 7 février et du 15 octobre 1921 qui substituèrent, pour les élections législatives, le suffrage universel pur et simple au vote plural, ont implicitement abrogé les dispositions du Code électoral qui organisaient ce dernier vote. Jusqu'ici le Code électoral n'a pas été mis en harmonie avec les nouvelles dispositions constitutionnelles; les articles du Code, contraires à la Constitution, mais virtuellement abrogés par celle-ci, continuent à y figurer.

Le projet de loi, soumis au Sénat a pour but principal, d'établir la concordance entre le Code électoral et la Constitution. Il tend, ensuite, au témoignage de l'Exposé des Motifs, à « faire disparaître certaines divergences entre la législation qui régit la formation des listes des électeurs généraux et celle qui concerne l'inscription sur les listes des électeurs communaux ».

L'article 1^{er} du projet consacre, par divers textes, les principes formulés dans les articles 47 et 53 de la Consti-

tion et dans les dispositions transitoires y rattachées.

L'article 2 porte modification d'une série de dates reprises dans le Code électoral.

L'article 3 propose la suppression de dispositions devenues inutiles.

L'article 4 prévoit la réimpression des textes du Code électoral tels que la loi à voter les aura libellés.

Enfin, quatre dispositions additionnelles visent des cas spéciaux en dehors du cadre des articles 1^{er} à 4 du projet.

Votre Commission a successivement examiné chacune des dispositions soumises à ses délibérations; elles ont donné lieu aux observations et aux votes ci-après renseignés.

I. — ARTICLE PREMIER DU PROJET.

En voici le texte :

« Les dispositions suivantes remplaceront respectivement les articles indiqués ci-après des trois premiers titres du Code électoral (loi du 12 avril 1894, modifiée par les lois des 28 juin et 22 dé-

cembre 1924, 11 avril 1895, 31 mars 1898, 30 avril 1910, 15 avril 1920, 26 mars et 19 octobre 1921, 24 juillet et 10 août 1923, 30 juillet 1924 et 6 août 1925).

Ces dispositions de l'article 1^{er}, au nombre de onze, se rapportent à une série d'articles du Code, très différents les uns des autres dans leur but et dans leurs applications; elles doivent être par là même envisagées séparément.

1. ARTICLE 1^{er}.

La modification à l'article 1^{er} de l'ancien Code est commandée par les articles 47 et 53 de la Constitution. Le projet reproduit, en les combinant, les termes de l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1921 et ceux de l'article unique de la loi du 22 octobre 1921.

2. ART. 1^{bis}.

De même le texte de l'article 1^{bis} n'est que la reproduction de l'article 2 de la loi du 26 mars 1921, prise en conformité de la disposition constitutionnelle transitoire publiée au *Moniteur* du 10 février 1921 et conçue comme suit : « Sont admises au droit de suffrage, concurremment avec les citoyens visés à l'article 47 de la Constitution, les femmes qui, réunissant les conditions prescrites par cet article, appartiennent à l'une des catégories énoncées dans l'article 2 de la loi du 9 mai 1919 ».

Le texte du préambule et des trois catégories repris à l'article 1^{bis} du projet est celui de l'article 2 précité de la loi du 9 mai 1919.

Le projet signale avec raison que doivent être admises à l'électorat pour les Chambres législatives toutes les femmes qui, réunissant les autres conditions requises, possèdent la qualité de Belge, quel que soit le mode par lequel elles ont acquis cette nationalité, donc, aussi, par leur mariage avec un citoyen belge, à la seule exception de celles

qui n'ont obtenu que la naturalisation ordinaire.

3. ART. 21.

La disposition du second de cet article est la reproduction de l'article 3 de la loi du 26 mars 1921.

Le n° 8°, qui ajoute aux mots de l'article actuel : « ceux qui ont été condamnés à l'incorporation dans une compagnie de correction », ceux : « ou à l'emprisonnement militaire dépassant six mois » applique à la matière électorale le changement introduit dans la législation par l'article 7 de la loi du 24 juillet 1923, lequel supprime la peine de l'incorporation dans une compagnie de correction et la remplace par la peine de l'emprisonnement militaire.

La modification d'âge au n° 5° : quarante-cinq ans au lieu de trente-deux ans, est une conséquence nécessaire de la prolongation de la durée du temps de service imposé aux citoyens belges par les lois sur la milice.

Enfin, la substitution, au n° 9°, de la mention de l'article 63 de la loi du 15 mai 1912 au lieu de celle de l'article 39 de la loi du 27 novembre 1891 — une erreur d'impression indique dans l'Exposé des Motifs du projet la date du 17 novembre — se justifie par la raison que le dit article 39 a été remplacé dans nos lois par l'article 63 précité.

Les autres dispositions de l'article 21 sont la reproduction des dispositions correspondantes de l'article 21 du Code électoral.

Votre Commission s'est ralliée sur tous les points ci-dessus aux propositions du Gouvernement.

Par dépêche du 6 juin 1928, M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène a fait au Rapporteur de la Commission la communication suivante :

« MONSIEUR LE SÉNATEUR,

» Le projet de loi portant revision des Titres I à III du Code électoral

stipule en son article 1^{er} que le 9^o de l'article 21 du dit Code sera rédigé comme suit :

« Ceux qui ont été condamnés par application de l'article 63 de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance... »

» Le remplacement par la mention de cette disposition légale de celle qui dans le texte actuel du dit 9^o se réfère à l'article 39 de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité s'imposait puisque le dit article 39 a été abrogé par la loi du 15 mai 1912 qui en a repris les dispositions dans son article 63.

» Mais, la disparition dans le texte du 9^o de la mention de la loi du 27 novembre 1891 entraîne la nécessité de compléter la citation de cette loi qui est faite au 10^o de l'article 21 du Code électoral reproduit par le projet de loi en cause.

» Je vous serais donc obligé de bien vouloir proposer à la Commission le dépôt d'un amendement au dit projet tendant à rédiger comme suit le 10^o susvisé :

« 10^o Ceux qui ont été mis à la disposition du Gouvernement par application des articles 13 et 14 de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité.

» L'incapacité cesse dix ans après la mise en liberté. »

La Commission s'est ralliée à cet amendement dont l'admission s'impose.

4. ART. 57.

Le projet gouvernemental propose à l'article 57 du Code, qui règle les formalités à suivre en cas de changement de domicile d'un électeur, des simplifications que l'Exposé des Motifs justifie pleinement et que votre Commission a unanimement approuvées.

Mais, à l'occasion de l'examen de cet

article a surgi la discussion au sujet des propositions de l'honorable M. Paulsen.

Page 2, col. 2 de l'Exposé des Motifs, le Gouvernement écrit « que le plan général des opérations établi par le titre III du Code électoral pour la revision des listes électorales n'est pas modifié par le projet; que la revision commence donc le 1^{er} juillet de chaque année et se clôture par l'entrée en vigueur des listes revisées au 1^{er} mai de l'année suivante ».

Aucun changement n'est dès lors prévu pour l'article 54 du Code électoral; seuls, quelques dates et délais, déterminés dans l'article 2 du projet de loi sont modifiés; le changement principal qui entraîne la plupart des autres consiste dans la fixation au 20 septembre de la date à laquelle les listes provisoires sont arrêtées par les collèges échevinaux; la date fixée par l'article 69 du Code est le 31 août.

Le projet de loi met par là même un obstacle absolu aux suggestions que l'honorable M. Paulsen avait formulées dans la proposition de loi qu'avec d'autres collègues il a déposée sur le bureau du Sénat le 4 février 1926 (n° 69 des Documents du Sénat) et qu'il a amendée dans la suite.

En leur teneur actuelle, les propositions de notre honorable collègue sont conçues comme suit :

« ARTICLE PREMIER. — A partir du 1^{er} juillet, le collège des bourgmestre et échevins procède à la revision des listes des citoyens appelés à participer à l'élection des membres des Chambres législatives et des conseils communaux.

» Il y maintient ou y inscrit d'office ou à la demande de tout citoyen ceux qui, ayant au 1^{er} juillet, depuis six mois au moins, leur domicile dans la commune, réunissent les autres conditions de l'électorat.

Des listes distinctes sont dressées pour les hommes et pour les femmes.

» ART. 2. — Les listes sont arrêtées provisoirement au 1^{er} janvier de l'année

suivante. Préalablement à l'arrêt provisoire, le collège des bourgmestre et échevins :

« 1^o Inscrit d'office ou à la demande de tout citoyen ceux qui, ayant au 1^{er} janvier, depuis six mois au moins, leur domicile dans la commune, réunissent les autres conditions de l'électorat;

» 2^o Y maintient ceux qui, inscrits sur les listes en formation, ont transféré régulièrement, avant le 1^{er} janvier, et depuis moins de six mois, leur domicile dans une autre commune, s'ils réunissent les autres conditions de l'électorat;

» 3^o Raye ceux qui ont quitté la commune entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet.

» ART. 3. — Les listes sont définitivement arrêtées le 14 février et entreront en vigueur le 1^{er} mai suivant.

» ART. 4. — L'article 5 de la loi du 15 avril 1920 concernant les listes électorales communales ainsi que les dispositions du Code électoral contraires aux articles ci-dessus sont abrogés. Les dates et délais prévus par le Code seront modifiés en conséquence. »

La proposition de loi de M. Paulsen est inspirée par le très légitime désir de permettre au plus grand nombre d'intéressés d'exercer leurs droits électoraux en rapprochant le plus possible du moment où ils seront appelés à voter le jour de leur inscription sur les listes destinées à servir aux élections.

Pour arriver à ce résultat, notre honorable collègue n'hésite pas à réduire de onze à quatre mois les délais prévus pour la confection et la revision des listes concernant les élections législatives.

Il justifie sa proposition de la manière suivante :

« Il y a lieu de reconnaître, dit-il, que les délais prévus par le Code électoral pour la revision des listes sont trop longs, surtout depuis la suppression des votes supplémentaires.

» Les recours contre les listes ont

pour base ou une inscription, ou une radiation, ou une question de nationalité. Il est permis de dire que l'instruction de ces affaires ne demande plus le temps prévu par le Code.

» Quant à la mise en pratique, et spécialement en ce qui concerne l'impression des listes pour les grandes communes, il est à remarquer que rien n'empêche celles-ci de faire commencer l'impression le 1^{er} février, par exemple, en prenant les personnes domiciliées depuis avant le 1^{er} septembre, quitte à porter sur la liste supplémentaire pour radiation celles qui sont parties de la commune entre le 1^{er} février et le 1^{er} mars et qui étaient venues s'y fixer entre le 2 juillet et le 1^{er} septembre.

» Observons que l'article 2, 2^o, maintient celles rayées entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} mars, parce qu'elles avaient six mois de résidence au 1^{er} janvier.

» On objectera peut-être, qu'en portant sur la liste supplémentaire les radiations de février, le nombre des réclamations à introduire d'office sera assez conséquent; il ne doit pas être perdu de vue que le but à atteindre, c'est-à-dire, empêcher que de nombreux électeurs ne soient privés, malgré eux, de leur droit de vote, compensera le supplément de travail qui sera imposé aux communes.

» Le tableau des recours contre les listes de 1925 indique que, pour l'arrondissement de Bruxelles, 24 recours seulement ont été introduits alors que les listes comprennent 729,515 électeurs communaux.

» L'arrondissement d'Anvers donne, il est vrai, 2,702 recours pour 407,030 électeurs inscrits. Il est à supposer que les administrations communales mettent tous leurs soins à dresser les listes et que les recours introduits étaient pour la plupart basés sur des erreurs de fait.

» En constatant le nombre réduit de recours qui ont été introduits pour le pays, on peut, comme nous le disions au début, abréger les délais prévus par le Code.

» Cependant, si l'on estime que notre proposition présente certains inconvénients quant aux délais, ne pourrait-on fixer l'arrêt de la liste provisoire au 1^{er} janvier, l'arrêt définitif au 14 février, tout en maintenant la mise en vigueur au 1^{er} mai? De cette façon, il resterait deux mois et demi entre l'arrêt définitif et la mise en vigueur. Ce délai suffirait pour les instances en appel.

» En outre, le contrôle populaire aurait un mois pour s'exercer efficacement, soit entre l'arrêt provisoire et l'arrêt définitif.

» Il est évident que si la date du 1^{er} janvier était admise pour l'arrêt provisoire, les dates prévues par la proposition première devraient être modifiées en conséquence. »

Pour permettre au Sénat d'apprécier la proposition de notre honorable collègue, il ne sera pas inutile de rappeler ce qui se passe sous l'empire des lois en vigueur.

Aux termes de l'article 55 du Code électoral, c'est du 1^{er} juillet au 31 août que le collège des bourgmestre et échevins est tenu de procéder à la revision des listes des citoyens appelés à participer aux élections et, pour être portés sur les listes, ces citoyens doivent posséder leur domicile dans la commune depuis six mois au moins à la première de ces dates (art. 1^{er} de la loi du 30 juillet 1924).

Les lois du 30 juillet 1924, du 6 août 1925 et du 6 août 1926 n'ont permis de modifier la date du 31 août que pour les revisions de 1924, de 1925, de 1926 et de 1927.

Il s'en suit que, pour participer aux élections législatives fixées par la loi au quatrième dimanche du mois de mai, il faut avoir eu son domicile dans la commune sur les listes de laquelle on figure comme électeur, à un moment antérieur de onze mois au jour de l'élection et que, pour prendre part aux élections communales, qui ont lieu le deuxième dimanche du mois d'octobre; l'époque à laquelle est exigée la condition de

domicile dans la commune est antérieure de quatorze mois au même jour. D'où la conséquence qu'un certain nombre de personnes qui, réunissant les autres conditions de l'électorat, sont domiciliées dans une commune le jour de l'élection, ne peuvent prendre part au scrutin.

Pourquoi en a-t-il ainsi été décidé lorsque fut votée la loi de 1894?

C'est qu'en la matière le respect des droits de l'action populaire est chose si indispensable que toute mesure de nature à en entraver l'exercice doit être impitoyablement écartée. Se figure-t-on, en effet, des listes électorales dressées, sans contrôle sérieux, par des collèges échevinaux composés d'élus d'un des partis en lutte?

S'il convient que le plus grand nombre possible d'ayants droit participent au vote, il est au moins aussi nécessaire que, seuls, soient admis aux urnes ceux qui réunissent les conditions voulues. Or, sans la surveillance efficace tant des associations politiques que des intéressés eux-mêmes, le résultat d'un scrutin serait aisément vicié, conséquence plus néfaste assurément que celle résultant des inconvénients auxquels la proposition de loi veut remédier.

Aussi, le Code électoral a-t-il établi avec un soin minutieux un système complet qui assure l'exactitude et la sincérité des listes en accordant aux intéressés comme aux tiers toutes les facilités et toutes les garanties pour en surveiller la confection et pour, au besoin, en faire rectifier les erreurs.

Peut-on, comme le pense l'honorable M. Paulsen, raccourcir les délais prévus par le Code électoral?

Un membre de la Commission a affirmé que tous ceux qui s'occupent de la revision des listes, sont d'accord pour dire que la plupart des délais impartis par la loi sont à peine suffisants pour permettre un contrôle sérieux. Il y a, dit-il, 415,872 électeurs communaux inscrits dans l'arrondissement administratif d'Anvers; 738,698 dans l'arrondissement

de Bruxelles; 270,268 dans celui de Gand; 361,981 dans celui de Liège. Pour la vérification de ces centaines de mille inscriptions et pour les réclamations à introduire du chef d'omissions ou d'inscriptions indues, la loi actuelle n'accorde que quatre mois; les réclamations à adresser aux collèges échevinaux doivent être introduites au plus tard le 31 octobre; celles devant les cours d'appel au plus tard le 31 décembre (art. 73 et 93). La proposition de l'honorable M. Paulsen, fixant la clôture des listes au 1^{er} janvier au lieu du 20 septembre, ne laisserait qu'un mois pour les réclamations devant les collèges échevinaux et le mois suivant pour les recours en appel. Les délais actuels, déjà si réduits, seraient donc diminués de moitié; le contrôle des listes serait illusoire; mieux vaudrait le supprimer.

D'autre part, a ajouté le même membre, le Code électoral prévoit, pour les décisions à rendre par les collèges échevinaux sur les réclamations leur adressées, un mois et cinq jours (art. 77 et 82); pour la formation des dossiers et leur envoi aux Cours d'appel deux mois et cinq jours (art. 96 et 101).

L'honorable M. Paulsen réduit le premier de ces délais à quinze jours (n^o 15 du tableau annexé au projet), le second à un mois (n^{os} 25, 34 à 36 du même tableau).

Pas n'est besoin d'être prophète pour prédire que, dans de si courts délais, la formation des dossiers, au moyen des pièces justificatives que les parties auront à produire, sera dans la majeure partie des cas impossible.

De l'avis d'un autre membre, la proposition de M. Paulsen serait irréalisable en pratique. Elle ordonne, en effet, une première revision des listes au 1^{er} juillet, une seconde au 1^{er} janvier suivant. Ce serait, en réalité, obliger les administrations communales à faire imprimer ou autographier deux listes des électeurs: une provisoire et une rectificative; la première, comprenant les personnes ayant eu leur domicile dans

la commune du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet; la seconde, indiquant les inscriptions et les radiations prévues à l'article 2. On ne concevrait pas, en effet, que les modifications à la première liste fussent manuscrites; dans les localités de quelque importance, il y en aurait trop et comme les listes sont à reproduire en de nombreux exemplaires, on n'imagine pas des redressements opérés à la main sur toutes les copies!

Or, les listes rectificatives, devant comprendre le nom de toutes les personnes à rayer ou à inscrire jusqu'au 31 décembre, ne pourraient être prêtes pour l'impression ou l'autographie que plusieurs jours après le 1^{er} janvier. Quand seront-elles imprimées et livrées à la publicité?

L'honorable M. Paulsen prévoit que le dépôt des listes provisoires à l'inspection du public s'effectuera obligatoirement le 3 janvier; que, le 8 du même mois, les listes seront délivrées aux commissariats d'arrondissement et à ceux qui en auront demandé des exemplaires.

Voilà certainement des prescriptions irréalisables!

Enfin, la proposition voudrait que, le 31 janvier au plus tard, les réclamations contre les listes seraient à remettre aux collèges échevinaux. Mais, aura-t-on les listes à ce moment? En tout cas, si elles sont distribuées, le temps de les examiner fera défaut. La proposition est donc inadmissible.

Et voici qu'au lendemain du jour où le pouvoir législatif a, pour raison d'économie, dispensé les communes de publier des listes électorales complètes, les années où des élections ne sont pas considérées comme probables, le Sénat déciderait de doubler les frais les années d'élection! Il ne faut pas y songer.

D'après un autre membre, il n'y aurait lieu de toucher aux dispositions du Code électoral qui garantissent l'intervention de l'action populaire que si des raisons impérieuses en légitimaient l'opportunité.

Or, dans quelle mesure la proposition de l'honorable M. Paulsen aurait-elle effet? A combien d'ayants droit s'appliquerait-elle?

La condition d'âge est indépendante du moment où les listes sont dressées. Tous ceux qui au jour de la mise en vigueur des listes ont les vingt et un ans requis par la loi constitutionnelle sont donc inscrits sur les listes dressées le 1^{er} juillet de l'année antérieure (art. 8 du Code électoral).

Si la condition de nationalité doit exister au jour de la confection des listes, il n'y a que quelques rares unités qui, entre le 1^{er} juillet d'une année et le 1^{er} mai de l'année suivante, acquièrent la qualité de Belge par la grande naturalisation ou l'option de patrie. Ce n'est pas pour ces quelques exceptions qu'il y a lieu de changer le Code

Enfin, quant au domicile, il serait intéressant de savoir à combien de citoyens profiteraient les mesures préconisées par l'honorable M. Paulsen. Il est à remarquer, en effet, que, seuls, seraient appelés à bénéficier des propositions nouvelles quelques électeurs communaux qui, n'ayant pas au 1^{er} juillet de l'année de l'inscription six mois de domicile dans une commune, devraient compléter ce délai entre le 1^{er} juillet et le 1^{er} janvier de l'année suivante.

Les électeurs pour les Chambres, protégés comme ils le sont par les dispositions de l'article 55, paragraphe 2, du Code électoral, voteront dans la commune qu'ils viennent de quitter s'ils n'ont pas au 1^{er} juillet, dans leur nouvelle résidence, six mois de domicile.

Ce droit, l'article 4 de la loi du 15 avril 1920 ne l'accorde pas aux électeurs communaux, par la raison que le citoyen qui a quitté une commune n'a plus aucun intérêt dans l'administration de celle-ci.

Il semble donc, d'après cet honorable membre, que les citoyens dont se préoccupe M. Paulsen ne forment qu'une infime partie du corps électoral communal et qu'il ne convient pas, dès lors,

pour leur accorder le droit de vote, de mettre en danger l'intérêt primordial de la sincérité des listes et le mécanisme d'une procédure qui, après trente-quatre années de pratique, n'a donné prise à aucune critique.

L'honorable M. Paulsen avait, en ordre subsidiaire, soumis à la Commission l'idée de fixer, non pas au 1^{er} juillet, mais au 1^{er} octobre, l'époque initiale de la revision des listes. Cette date conviendrait, à son avis, beaucoup mieux aux administrations locales pour procéder au long et important travail de la confection des listes et assurerait, bien que dans une moindre mesure, le résultat qu'il poursuit.

Il lui fut objecté que, si l'on maintient au 1^{er} mai l'époque de la mise en vigueur des listes, il y a si peu moyen de reculer la date initiale de leur revision que, dans son projet, le Gouvernement demande de prolonger de vingt jours le temps laissé aux collèges échevinaux pour dresser les listes provisoires

« D'une part, lit-on dans l'Exposé des Motifs (page 3, colonne 1), les modifications apportées aux conditions de l'électorat, notamment l'introduction du vote féminin à la commune, qui ont presque doublé l'importance du corps électoral communal, et, d'autre part, l'impossibilité dans laquelle se trouvent les imprimeurs, sous le régime actuel, d'intensifier le travail de leurs ateliers pour l'impression, en un délai très court, des listes revisées par les collèges des bourgmestre et échevins, ont empêché les communes importantes de respecter le délai fixé à l'article 69. Lors des dernières revisions, sauf celle de 1923 où la date du 30 septembre a été fixée par arrêté royal, le Roi a été contraint d'user de la faculté que lui donne l'article 89bis du Code, de fixer de nouveaux délais pour un nombre très considérable de communes — dont toutes les grandes villes — qui n'avaient pu publier les listes provisoires qu'avec un retard d'un mois ou plus. »

Qu'en adviendrait-il si, au lieu de

douze semaines, soit du 1^{er} juillet au 20 septembre, les collèges échevinaux ne disposaient plus, comme ce serait le cas, d'un temps plus restreint ? Car si M. Paulsen laisse aux collèges échevinaux, pour la préparation des listes provisoires, délai du 1^{er} octobre au 15 décembre, tous les délais suivants sont tellement réduits qu'ils ne répondent de loin pas aux nécessités les plus indiscutables.

A la suite de cet échange de vues, un membre de la Commission formula une proposition nouvelle. Désireux de donner satisfaction dans la plus juste mesure aux vœux de son honorable collègue, tout en respectant les principes du Code électoral, il soumit à la Commission l'idée de permettre aux citoyens qui n'atteindraient qu'après le 1^{er} juillet le délai de six mois de résidence dans la commune, de réclamer individuellement leur inscription au collège échevinal, au même titre que sont admis à le faire les citoyens non inscrits sur les listes provisoires et possédant, toutefois, les conditions requises pour être électeurs.

Le texte de sa proposition était libellé comme suit :

« Ajouter au texte de l'article 5 de la loi du 15 avril 1920 le paragraphe suivant :

« Il sera, toutefois, admis à réclamer, » conformément à l'article 74 du Code » électoral, à l'administration communale de sa nouvelle résidence son inscription sur la liste des électeurs » communaux, si, possédant les autres » conditions de l'électorat, il justifie » avoir acquis, dans cette résidence, » à la date du 20 septembre, au plus » tard, six mois de domicile et n'être pas » inscrit sur la liste des électeurs communaux de ses précédentes résidences » ou en avoir été rayé. »

Dans l'esprit de l'auteur de la proposition, la mesure à prendre, applicable seulement en matière d'élections communales, trouve mieux sa place dans la loi de 1920, relative à la matière, plutôt que dans le Code électoral; elle se rattache à l'article 5 de cette loi comme

correctif de cet article, si fondé qu'il soit; elle donne satisfaction complète aux intéressés dans les limites des principes fondamentaux du Code électoral.

Le délai de six mois doit être atteint le 20 septembre, parce que c'est à cette date que sont clôturées les listes provisoires et que s'ouvre le délai de réclamation auprès du collège. Il y a lieu d'exiger du réclamant la preuve qu'il n'est pas inscrit sur les listes de ses précédentes résidences pour empêcher qu'il ne soit appelé au vote dans plusieurs communes. Il est tenu, enfin, de posséder les autres conditions de l'électorat, ce qui est de droit.

L'honorable M. Paulsen se déclara prêt à se rallier à cette proposition, mais demanda pourquoi les collèges échevinaux ne pourraient pas, d'office, inscrire ces électeurs sur les listes définitives.

Il fut répondu que la disposition de l'article 81 du Code électoral qui veut que les listes définitives ne modifient les listes provisoires que sur les points qui ont donné lieu à des réclamations et ensuite des décisions intervenues sur celles-ci, oppose à la demande une fin de non-recevoir absolue.

M. Paulsen suggéra alors de prescrire aux administrations communales d'avertir leurs administrés de la faculté réservée aux intéressés par la disposition proposée.

Cette proposition recueillit l'adhésion unanime de la Commission. Elle est d'autant plus justifiée qu'elle est en pleine concordance avec l'article 73 du Code électoral. Les intéressés seront avisés par l'annonce publiée en exécution de l'article précité et en outre, autant que possible, individuellement.

M. Paulsen retira alors sa proposition première et c'est à l'unanimité des membres présents à la réunion, que votre Commission décida de soumettre au Sénat l'amendement destiné à compléter l'article 5 de la loi du 15 avril 1920. Elle espère que la Haute Assemblée et le Gouvernement voudront bien lui donner leur approbation.

* * *

Une autre proposition de l'honorable M. Paulsen, celle qu'il déposa avec plusieurs de nos collègues le 3 mai 1928 (n° 118 des Documents du Sénat) fut, ensuite, examinée par la Commission.

Cette proposition porte : « par dérogation à l'article 4 de la loi du 15 avril 1920, il ne sera pas procédé en 1928, 1929 et 1930 à la revision des listes des électeurs communaux ».

Comme le rappelle l'auteur de la proposition de loi, une loi du 1^{er} août 1922 a décidé qu'il ne serait procédé, en 1922, à la revision des listes électorales, ni pour les Chambres législatives, ni pour les communes.

Une autre loi, celle du 9 août 1923, a décrété qu'il ne serait point procédé, en 1923, à la revision des listes des électeurs communaux.

Le 6 août 1926, le pouvoir législatif a dispensé les collèges des bourgmestre et échevins, jusqu'au 1^{er} juillet 1928, de l'obligation de publier annuellement la liste complète des électeurs généraux, provinciaux et communaux, ne prescrivant, pour les années 1926 et 1927, que des rectifications de ces listes.

Pourquoi ces exceptions répétées à la disposition de l'article 53 du Code électoral qui ordonne la revision annuelle des listes électorales ?

C'est que le législateur a eu le légitime souci de ménager les finances communales. Très justement, M. Paulsen observe dans les développements de sa proposition de loi, que l'obligation de faire imprimer ou autographier les listes électorales occasionne à l'ensemble des communes du pays, une dépense de plusieurs millions de francs par an et que cette dépense est tout à fait inutile, *lorsque des élections ne sont pas en vue.*

Comment éviter ces frais ?

Il convient, tout d'abord, d'insister sur le fait capital que l'exactitude des listes électorales trouve sa seule garantie dans le contrôle qu'exercent sur leur sincérité le public ou, en d'autres termes, les associations politiques. Aussi, le lé-

gislateur a-t-il prescrit comme mesure essentielle l'impression ou l'autographie des listes annuelles et la délivrance aux particuliers d'exemplaires de ces listes.

Il faut, ensuite, ne pas perdre de vue que le Roi ayant, en vertu de l'article 71 de la Constitution, le droit de dissoudre les Chambres ou l'une d'elles, doit pouvoir user de cette prérogative au moment où il le juge opportun dans l'intérêt du Pays. Or, le dit article 71 ordonne, en cas de dissolution, la convocation des électeurs dans les quarante jours et la réunion des Chambres dans les deux mois. Il n'y a pas à songer dans le court délai qui sépare la dissolution des élections, qui en sont l'inévitable suite, de préparer de nouvelles listes. Il convient donc de prévoir que des listes soient prêtes pour l'éventualité d'une dissolution.

Très importante, aussi, est la question des élections provinciales. Elles auront lieu en 1929 et il incombera au Parlement de se prononcer avant ce moment sur le point de savoir si ce seront les électeurs pour les Chambres législatives ou les électeurs pour la commune qui choisiront les conseillers provinciaux. Dans le doute, ne faut-il pas veiller qu'en tout état de cause des listes existent et que ne soit point préjugée la solution à adopter par la Législature ?

Rappelons, enfin, qu'un arrêté royal du 25 juin 1924 a ordonné que des listes séparées soient dressées pour les électeurs masculins pour les Chambres et la commune, d'une part, pour les électeurs communaux femmes, d'autre part, et l'on ne pourra se dissimuler que le problème soit complexe et que sa solution réclame toute l'attention du législateur.

L'expérience faite du système de la loi du 6 août 1926 a été concluante : les effets en ont été désastreux. Si, depuis cette loi, il avait fallu procéder dans quelques arrondissements à des élections, les plus grandes difficultés se seraient présentées; nombre de com-

munes n'ont plus de listes d'électeurs ! Ce n'était pas sans raison que le Gouvernement s'était opposé aux propositions de loi de l'époque et il est à penser qu'il n'en accepterait plus le principe.

Un membre de la Commission émit l'avis qu'en ce qui concerne *les listes des électeurs pour les Chambres législatives*, une revision tous les deux ans remplacerait sans inconvénients la revision annuelle.

La mesure, qui réaliserait une économie de cinquante pour cent des dépenses actuelles, ne serait certainement pas contraire à la Constitution, puisque celle-ci laisse au législateur ordinaire le soin de déterminer les formes dans lesquelles l'exercice de l'électorat est conféré à ceux qui en réunissent les conditions.

Personne, d'autre part, ne songerait à ne procéder à une revision que de quatre en quatre années ; les changements dans le corps électoral, qui atteignent annuellement dix pour cent des inscrits, fausseraient le scrutin.

Mais, quel obstacle sérieux y aurait-il à ce que les listes restent deux années en vigueur ? Le résultat financier à atteindre ne vaut-il pas qu'on tente l'essai ?

L'honorable membre présenta l'amendement suivant : « Les articles 53 et 54 du Code électoral sont remplacés par les dispositions ci-après :

« Article 53. — La liste des électeurs est permanente, sauf les modifications à y introduire lors de la revision qui en sera effectuée aux époques que la loi détermine.

» La revision a lieu conformément aux dispositions suivantes.

» Article 54. — Tous les deux ans, et pour la première fois en 1928, le collège des bourgmestre et échevins fait publier, dans la première quinzaine du mois de juin et dans la forme ordinaire des publications officielles, un avis portant invitation à tout citoyen de produire, avant le 1^{er} juillet, contre récépissé, les titres

de ceux qui n'étant pas inscrits sur les listes en vigueur, ont droit à l'électorat. »

D'après l'auteur de l'amendement, la règle formulée par l'article 54 ne devrait subir de modification que le jour où, par une dissolution des Chambres, un renouvellement de celles-ci aurait lieu à un autre moment que celui normalement prévu. En ce cas, le législateur aurait à mettre les dispositions de l'article 54 en concordance avec la situation nouvelle. Mais, cette nécessité ne semble pas de nature à mettre obstacle à la réforme envisagée.

La proposition formulée fut acceptée par la Commission à l'unanimité des membres présents.

Si le Sénat la ratifiait, il y aurait lieu :

1^o De modifier l'entête du chapitre 1^{er} du Titre III, du Code électoral, en disant : « De la revision des listes électorales ; »

2^o De remplacer, à l'article 85 du Code, les mots : « électeurs portés sur les listes de l'année précédente », par les mots : « électeurs portés sur les listes en vigueur » ;

3^o De substituer, à l'article 114 du même Code, les mots : « en vigueur » aux mots : « de l'année précédente ».

Si la question de la revision des listes électorales pour les Chambres législatives est ainsi assez aisément tranchée, beaucoup plus difficile est la solution à trouver pour ce qui concerne *la revision des listes électorales communales*.

L'arrêté royal du 25 juin 1924, qui a déterminé le modèle des listes électorales, stipule, en son article 1^{er}, que : « la liste des électeurs communaux sera divisée en deux sections, la première comprend les électeurs du sexe masculin, la seconde les femmes électeurs ».

De plus, le modèle de liste des électeurs pour les Chambres législatives comprend une colonne où, par l'inscription à y faire de la lettre C, le collège des

bourgmestre et échevins constate que l'électeur pour les Chambres législatives est, aussi, électeur pour la commune.

Il résulte de là qu'il serait rationnel de reviser la liste des électeurs communaux qui sont électeurs pour les Chambres en même temps que les collègues échevinaux procèdent à la revision de la liste de ces électeurs. Le travail n'en serait pas accru et les frais n'en seraient pas majorés dans une sensible mesure.

Mais, la date des élections communales n'est pas en concordance avec la date des élections législatives.

En 1929, il y aura renouvellement des Chambres législatives et des Conseils provinciaux.

En 1930 et 1931, aucune élection n'est normalement à prévoir.

En 1932, les conseils communaux seront sujets à renouvellement intégral.

L'année 1933, il y aura élection pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux.

Par l'amendement ci-dessus proposé, les listes électorales pour les Chambres seraient à reviser en 1928 et en 1930.

En 1931, en vue des élections de 1932 pour la commune, la liste des électeurs communaux devrait être, dans toutes les communes du pays, rétablie.

S'il se conçoit qu'en 1929 et 1930, il ne soit procédé à aucune revision des listes électorales pour les communes, ainsi que l'honorable M. Paulsen a eu raison de le proposer et que votre Commission a été unanime pour le décider, il a paru à divers membres que, dans l'incertitude où le Parlement se trouve quant à la composition du corps électoral provincial, la revision des listes communales s'impose en 1928. La revision des listes électorales pour les Chambres est, cette année, indispensable et la revision des dites listes implique inévitablement, comme il vient d'être dit, l'examen du droit électoral pour la commune de ceux qui y sont inscrits pour les Chambres. La revision au point de vue communal, ne comporterait donc, en plus, pour 1928,

que la formation des listes des femmes électeurs; ce serait peu de chose que d'y procéder.

Ces honorables membres ont formulé l'amendement suivant :

« L'article 4 de la loi du 15 avril 1920 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Collège des bourgmestre et échevins procède à la revision des listes des électeurs communaux du sexe masculin en même temps qu'il revise la liste des électeurs pour les Chambres.

« Il procédera à la revision de la liste des électeurs communaux du sexe féminin, pour la première fois, en 1928, et, dans la suite, l'année qui précède celle au cours de laquelle les conseils communaux doivent être renouvelés.

« Il maintient ou inscrit sur ces listes tous ceux qui, réunissant les conditions de l'électorat communal, ont, au 1^{er} juillet de l'année de la revision et, sous réserve de ce qui est dit au paragraphe 2 de l'article 5, leur domicile depuis six mois au moins, dans la commune. »

Dans la pensée des auteurs de l'amendement, la Législature aurait à prendre des mesures spéciales, chaque fois que, dans une circonstance particulière, par exemple, en cas de division d'une commune ou de réunion de diverses communes, des élections seraient rendues nécessaires. Ces cas isolés ne peuvent, toutefois, à leur avis, faire obstacle à l'adoption des dispositions projetées dont les conséquences seront, au point de vue des finances communales, de majeure importance.

Sera-t-il possible, en 1930, de retarder la revision des listes des électeurs pour les Chambres législatives jusqu'en 1931, afin de la faire concorder avec la revision des listes des électeurs communaux et de n'avoir qu'une revision au lieu de deux? Il est évidemment trop tôt pour le prévoir; mais, rien ne sera plus aisé au législateur de l'époque que d'ordonner cette mesure si les circonstances le permettent.

Statuant sur les propositions formulées, la Commission les a admises à l'unanimité des membres présents et les soumet à l'approbation du Sénat.

5. ART. 57bis.

L'article 57bis du Code prescrit des formalités à remplir par le collège des bourgmestre et échevins en cas de changement de domicile d'un électeur.

Ces prescriptions sont devenues sans objet. Le projet substitue au dit article une disposition d'un autre ordre dont l'exposé des motifs (page 4, col. 2) explique la portée et justifie la nécessité. La Commission s'y est ralliée.

6. ART. 61.

L'Exposé des Motifs du projet (page 5 col. 1) indique les raisons du nouveau texte proposé; celui-ci n'a fait, au sein de la Commission, l'objet d'aucune observation.

7. ART. 64.

Cet article codifie les dispositions des lois antérieures en supprimant celles que la disparition du vote plural a rendues inutiles. Votre Commission vous en propose l'adoption.

8. ART. 66.

La rédaction nouvelle du dit article n'a soulevé aucune observation.

9. ART. 68.

L'article 68, dans sa nouvelle rédaction, codifie les prescriptions des lois antérieures.

Un membre a demandé s'il n'y avait pas lieu de supprimer l'obligation pour les collèges échevinaux des communes divisées en sections d'indiquer, dans le cas où un électeur change de section, la section dans laquelle il était inscrit.

Il fut répondu que cette mention qui, de tout temps, fut exigée par les lois électorales, est indispensable pour permettre aux tiers, qui s'occupent de la revision des listes, de contrôler aisément le travail des administrations communales.

10. ART. 76.

Le texte du nouvel article est justifié par l'Exposé des motifs du projet (p. 8); il n'a soulevé aucune critique.

11. ART. 84.

L'article 84 du Code est devenu inutile par la suppression du vote plural. La disposition nouvelle qui prendra la place de l'article à supprimer prescrit pour la justification des droits de certaines femmes à l'électorat législatif des règles que votre Commission a unanimement approuvées.

ARTICLE 2 DU PROJET.

Cet article vise, d'une part, une série de modifications de dates et délais, conséquences de la prolongation du 31 août au 20 septembre du délai imparti aux collèges électoraux pour dresser les listes électorales; d'autre part, des changements de texte que la suppression des votes supplémentaires rend nécessaires.

Les propositions n'ont soulevé aucune objection.

Le Sénat approuvera, sans doute, aussi la limitation que le projet propose aux droits du Gouvernement pour les prolongations de délais, autorisées par l'article 89bis actuel.

ARTICLE 3 DU PROJET.

Les articles du Code électoral dont l'article 3 propose la suppression sont relatifs :

les articles 4 à 7, 9 à 19 et 70 au vote plural;

les articles 54^{ter} et 65 à des formalités devenues sans objet par suite de l'abolition du même vote;

les articles 24 à 52 aux cotisations fiscales en matière de contribution personnelle ;

les articles 71 et 72 à la revision des listes par les juges de paix quant à l'observation des dispositions relatives aux exclusions d'électeurs pour condamnations encourues par eux.

Les trois premières catégories de dispositions n'ont plus de raison d'être.

Quant à la suppression des articles 71 et 72, l'Exposé des Motifs en fournit des raisons péremptoires qui, au sein de la Commission, ont été admises sans observations.

ARTICLE 4 DU PROJET.

Cet article prévoit pour la nouvelle publication du Code électoral des mesures que votre Commission a reconnues indispensables et qu'elle demande au Sénat de vouloir approuver.

DISPOSITIONS ADDITIONNELLES.

Ces dispositions, au nombre de quatre, visent :

la première, la mise en concordance de l'article 230 du Code relatif aux causes d'inéligibilité avec les dispositions du projet;

la deuxième, une mesure analogue au regard de l'article 60 des lois coordonnées sur les élections communales et de l'article 24 de la loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales;

la troisième, l'unification de la législation quant aux causes d'incapacité électorale pour les diverses élections;

la quatrième, une modification à la procédure relative à l'inscription des militaires ayant droit de vote.

Ces dispositions, amplement justifiées par l'Exposé des Motifs du projet (pages 9, col. 2, 10 et 11) n'ont soulevé aucune critique.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, la Commission de l'Intérieur et de l'Hygiène a l'honneur, Madame et Messieurs, de proposer au Sénat l'adoption du projet de loi.

Le Président,
P. BERRYER.

Le Rapporteur,
A. LIGY.

**Amendements
présentés par la Commission.**

I. — Amendement du Gouvernement.

Rédiger comme suit le n^o 10^o de l'article 21 du Code électoral :

« 10^o Ceux qui ont été mis à la disposition du Gouvernement par application des articles 13 et 14 de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité.

» L'incapacité cesse dix ans après la mise en liberté. »

II. — Amendements de la Commission.

1. Ajouter au texte de l'article 5 de la loi du 15 avril 1920, les paragraphes suivants :

« Il sera, toutefois, admis à réclamer, conformément à l'article 74 du Code électoral, à l'administration communale de sa nouvelle résidence, son inscription sur la liste des électeurs communaux, si, possédant les autres conditions de l'électorat, il justifie avoir acquis, dans cette résidence, à la date du 20 septembre au plus tard, six mois de domicile et n'être pas inscrit sur la liste des électeurs communaux de ses précédentes résidences ou en avoir été rayé.

» En publiant l'avis prévu par l'article 73 du Code électoral, le Collège des bourgmestre et échevins appelle l'attention spéciale des intéressés sur la disposition qui précède et les en informe individuellement. »

2. Les articles 53 et 54 du Code électoral sont remplacés par les dispositions suivantes :

« ART. 53. — La liste des électeurs est permanente, sauf les modifications à y introduire lors de la revision qui en sera effectuée aux époques que la loi détermine.

**Amendementen
door de Commissie voorgesteld.**

I. — Amendement van de Regeering.

Het n^r 10^o van artikel 21 van het Kieswetboek te doen luiden :

« 10^o Zij die ter beschikking van de Regeering werden gesteld bij toepassing van de artikelen 13 en 14 der wet van 27 November 1891 tot beteugeling van landlooperij en bedelarij.

» De onbevoegdheid vervalt tien jaar na de invrijheidstelling. »

II. — Amendementen van de Commissie.

1. Aan artikel 5 der wet van 15 April 1920 de volgende paragrafen toe te voegen :

« Overeenkomstig artikel 74 van het Kieswetboek, kan hij evenwel van het gemeentebestuur van zijn nieuw verblijf zijne inschrijving vorderen op de lijst der gemeentekiezers zoo hij, aan de overige vereischten van kiesbevoegdheid voldoende, bewijst, uiterlijk op 20 September, in dit verblijf sedert zes maand zijne woonplaats te hebben en niet te zijn ingeschreven op de lijst der gemeentekiezers in zijn vorige verblijfplaatsen of daarvan te zijn afgevoerd.

» Bij de bekendmaking van het bericht voorzien bij artikel 73 van het Kieswetboek, roept het College van burgemeester en schepenen de bijzondere aandacht der belanghebbenden op bovenstaande bepaling en geeft hun daarvan persoonlijk kennis. »

2. De artikelen 53 en 54 van het Kieswetboek worden door de volgende bepalingen vervangen :

« ART. 53. — De lijst der kiezers is bestendig, behoudens de wijzigingen toe te brengen bij de herziening op de door de wet te bepalen tijdstippen.

» La revision a lieu conformément aux dispositions suivantes :

» ART. 54. — Tous les deux ans et pour la première fois en 1928, le collège des bourgmestre et échevins fait publier, dans la première quinzaine du mois de juin et dans la forme ordinaire des publications officielles, un avis portant invitation à tout citoyen de produire, avant le 1^{er} juillet, contre récépissé, les titres de ceux qui n'étant pas inscrits sur les listes en vigueur, ont droit à l'électorat. »

3. Modifier l'entête du chapitre 1^{er} du Titre III du Code électoral comme suit :

« Chapitre 1^{er}. — De la revision des listes électorales. »

4. Remplacer, à l'article 85 du Code électoral, les mots : « électeurs portés sur les listes de l'année précédente » par les mots : « électeurs portés sur les listes en vigueur ».

5. Remplacer à l'article 114 du Code électoral, les mots : « de l'année précédente » par les mots « en vigueur ».

6. L'article 4, de la loi du 15 avril 1920 est remplacé par la disposition suivante :

« Le collège des bourgmestre et échevins procède à la revision des listes des électeurs communaux du sexe masculin en même temps qu'il revise la liste des électeurs pour les Chambres législatives.

» Il procédera à la revision de la liste des électeurs communaux du sexe féminin, pour la première fois, en 1928, et, dans la suite, l'année qui précède celle au cours de laquelle les conseils communaux doivent être renouvelés.

» Herziening geschiedt overeenkomstig de volgende bepalingen :

» ART. 54. — Om de twee jaar, en voor het eerst in 1928, maakt het College van burgemeester en schepenen, in de eerste helft der maand Juni en in den gewonen vorm der officieele bekendmakingen, een bericht bekend waarbij elke burger aangezocht wordt, vóór 1 Juli, tegen ontvangbewijs, de titels over te leggen van diegenen die niet op de van kracht zijnde kiezerslijsten ingeschreven zijn en kiesbevoegdheid bezitten. »

3. De hoofding van het eerste hoofdstuk van Titel III van het Kieswetboek te doen luiden :

« Hoofdstuk 1. — Van de herziening der kiezerslijsten ».

4. In artikel 85 van het Kieswetboek de woorden : « van kiezers voorkomende op de lijsten van het vorige jaar », te vervangen door : « van kiezers voorkomende op de van kracht zijnde lijsten ».

5. In artikel 114 van bedoeld Wetboek de woorden : « van het voorgaande jaar » te vervangen door : « die van kracht is ».

6. Artikel 4 der wet van 15 April 1920 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Door het College van burgemeester en schepenen wordt overgegaan tot de herziening van de lijsten der mannelijke gemeentekiezers, terzelfdertijd als tot de herziening van de lijsten der kiezers voor de Wetgevende Kamers.

» Het gaat over tot de herziening van de lijst der vrouwelijke gemeentekiezers, voor de eerste maal, in 1928 en, vervolgens, in het jaar dat voorafgaat aan hetgeen tijdens hetwelk de gemeenteraden moeten worden hernieuwd.

» Il maintient ou inscrit sur ces listes tous ceux qui, réunissant les conditions de l'électorat communal, ont au 1^{er} juillet de l'année de la revision et sous réserve de ce qui est dit au paragraphe 2 de l'article 5, leur domicile depuis six mois au moins dans la commune. »

» Het behoudt of schrijft op deze lijsten alwie aan de vereischten voor het gemeentekiesrecht voldoet en tevens op 1 Juli van het jaar der herziening, en behoudens het bepaalde in paragraaf 2 van artikel 5, sedert ten minste zes maanden zijne woonplaats in de gemeente heeft. »

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 26 JUNI 1928.

Verslag uit naam van de Commissie voor Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid belast met het onderzoek van : 1^o het Wetsontwerp houdende herziening der Titels I tot III van het Kieswetboek ; 2^o het Wetsvoorstel van den heer Paulsen tot herziening der kiezerslijsten ; 3^o het Wetsvoorstel van den heer Paulsen, waarbij de gemeentebesturen worden vrijgesteld van de herziening der kiezerslijsten voor de gemeente in 1928, 1929 en 1930.

(Zie de n^{rs} 69 (1925-1926), 117 en 118 (1927-1928) van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren Burggraaf BERRYER, voorzitter ; CARPENTIER, COOLS, ESSER, A. HUYSMANS, LEKEU, MOUSTY, RYCKMANS, VAN FLETEREN, Burggraaf Adrien VILAIN XIII, VINCK en LIGY, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De grondwetherzieningen van 7 Februari en van 15 October 1921 die voor de wetgevende verkiezingen het eenvoudig algemeen kiesrecht in de plaats stelde van het meerstemmig kiesrecht, hebben stilzwijgenderwijze de bepalingen ingetrokken van het Kieswetboek die de uitoefening daarvan regelen. Totnogtoe werd het Kieswetboek niet in overeenstemming gebracht met de nieuwe bepalingen der Grondwet ; de artikelen van dit Wetboek, in strijd met de Grondwet, doch die feitelijk door deze werden ingetrokken, komen er nog steeds in voor.

Het wetsontwerp dat den Senaat werd voorgelegd heeft vooral voor doel overeenstemming te brengen tusschen het Kieswetboek en de Grondwet. Naar luid van de Memorie van Toelichting heeft het « voor doel sommige tegenstrijdigheden tusschen de wetgeving, die het

opmaken van de algemeene kiezerslijsten regelt en deze betreffende het inschrijven den gemeentekiezers op de lijsten, te doen verdwijnen. »

Het eerste artikel van het ontwerp huldigt, in verschillende teksten, de beginselen neergelegd in de artikelen 47 en 83 der Grondwet en in de daarbij gevoegde overgangsbepalingen.

Artikel 2 wijzigt een reeks data overgenomen in het Kieswetboek.

Artikel 5 stelt de weglating voor van bepalingen die overbodig zijn geworden.

Artikel 4 voorziet het herdrukken van den tekst van het Kieswetboek zooals de te stemmen wet hem zal hebben doen luiden.

Ten slotte slaan de vier aanvullende bepalingen op gevallen buiten het kader der artikelen 1 tot 4 van het ontwerp.

Uwe Commissie heeft achtereenvolgens de haar voorgelegde bepalingen onderzocht ; zij gaven aanleiding tot de aanmerkingen en stemmingen die hier volgen.

I. — EERSTE ARTIKEL VAN HET ONTWERP.

De volgende bepalingen vervangen onderscheidenlijk de hierna aangegeven artikelen der eerste drie titels van het Kieswetboek wet van 12 April 1894, gewijzigd bij de wetten van 28 Juni en 22 December 1894, 11 April 1895, 31 Maart 1898, 30 April 1910, 15 April 1920, 26 Maart en 19 October 1921, 24 Juli en 10 Augustus 1923, 30 Juli 1924 en 6 Augustus 1925).

Deze bepalingen van artikel 1, ten getale van elf, slaan op eene reeks artikelen uit het Wetboek, die zeer uiteenlopend zijn in hun doel en hunne toepassing; zij dienen derhalve afzonderlijk te worden nagegaan.

1. — EERSTE ARTIKEL.

De wijziging van artikel 1 van het vroegere Wetboek is geboden door de artikelen 47 en 53 der Grondwet. Het ontwerp neemt de bewoordingen over van artikel 1 der wet van 26 Maart 1921 en van het eenig artikel der wet van 22 October 1921.

2. ART. 1bis.

De tekst van artikel 1bis is enkel de herhaling van artikel 2 der wet van 26 Maart 1921, goedgekeurd overeenkomstig de grondwettelijke overgangsbepaling op 10 Februari 1921 in het *Staatsblad* verschenen en luidende als volgt: « Zijn stemgerechtigd, samen met de burgers bedoeld bij artikel 47 der Grondwet, de vrouwen die aan de bij dit artikel voorziene vereischten voldoen en behooren tot een der categoriën opgesomd in artikel 2 der wet van 9 Mei 1919.

De tekst van den aanhef en van de drie categoriën overgenomen uit artikel 1bis van het ontwerp is die van artikel 2 der wet van 9 Mei 1919.

Terecht wijst het ontwerp erop dat

voor het Parlement moeten stemgerechtigd zijn al de vrouwen die, mits aan de overige vereischten te voldoen, de hoedanigheid van Belg bezitten, welke de wijze ook zij waarop zij deze hebben verkregen, dus ook door huwelijk met een Belgisch burger, met uitzondering echter van degenen die enkel het gewoon burgerschap hebben verkregen.

3. ART. 21.

De bepaling van het secundo van dit artikel is de herhaling van artikel 3 der wet van 26 Maart 1921.

Het n^o 8^o dat aan de woorden van het tegenwoordig artikel: « Zij die veroordeeld werden tot inlijving bij eene correctiecompagnie » de woorden: « of tot militaire gevangenzitting van meer dan zes maanden » toevoegt past, op het stuk van verkiezing, de wijziging toe die door de wetgeving werd ingevoerd bij artikel 7 der wet van 24 Juli 1923, dat de straf van inlijving bij eene correctiecompagnie afschaft en vervangt door militaire gevangenisstraf.

De wijziging van leeftijd in n^o 5^o: vijf en veertig jaar in plaats van twee en dertig, is het noodzakelijk gevolg van de verlenging van den dienstdtijd die aan de Belgische burgers door de militiewetten wordt opgelegd.

Het inlasschen in n^o 9^o van de vermelding van artikel 63 der wet van 15 Mei 1921 in plaats van die van artikel 39 der wet van 27 November 1891 — en niet van 17 November zooals bij vergissing in de Memorie van Toelichting staat — steunt op het feit dat bedoeld artikel 39 in onze wetten vervangen werd door hoogerbedoeld artikel 63.

De overige bepalingen van artikel 21 zijn de herhaling van de overeenstemmende bepalingen, van artikel 21 van het Kieswetboek.

Onze Commissie heeft zich geheel aangesloten bij de voorstellen der Regeering.

Bij brief van 6 Juni 1928, deed de Minister van Binnenlandsche Zaken en

Volksgezondheid de volgende mededeeling aan den verslaggever der Commissie:

« MIJNHEER DE SENATOR,

» Het wetsontwerp tot herziening van de titels I tot III van het Kieswetboek bepaalt in zijn artikel 1 dat n^r 9^o van artikel 21 zal luiden als volgt :

» Zij die veroordeeld werden bij toepassing van artikel 63 der wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming. »

» De vervanging, door de vermelding van deze wetsbepaling, van die welke in den tegenwoordigen tekst van n^r 9^o verwijst naar artikel 39 der wet van 27 November 1891 tot beteugeling van dronkenschap en bedelarij, was geboden vermits bedoeld artikel 39 werd ingetrokken bij de wet van 15 Mei 1921 die deze bepalingen in haar artikel 63 heeft overgenomen.

» Doch de bepaling in den tekst van n^r 9^o van de vermelding van de wet van 27 November 1891 heeft voor noodzakelijk gevolg de aanvulling van de vermelding dezer wet in n^r 10^o van artikel 21 van het Kieswetboek overgenomen is het bedoelde wetsontwerp.

» Ik ware U dankbaar zoo gij aan de Commissie het indienen wildet voorstellen van een amendement op bedoeld ontwerp, waarbij het n^r 10^o als volgt zou luiden :

« 10^o Zij die ter beschikking van de Regeering werden gesteld bij toepassing van de artikelen 13 en 14 der wet van 27 November 1891 tot beteugeling van de landlooperij en de bedelarij.

» De onbevoegdheid vervalt tien jaar na de invrijheidstelling. »

De Commissie heeft zich aangesloten bij dit amendement dat geboden is.

4. ATR. 57.

Het ontwerp van de Regeering stelt bij artikel 57 van het Kieswetboek, dat

de formaliteiten regelt in geval van verandering van woonplaats van een kiezer, wijzigingen voor die de Memorie van Toelichting volledig rechtvaardigt en die uwe Commissie eensgezind goedkeurt.

Doch bij het onderzoek van dit artikel is een debat ontstaan over de voorstellen van den heer Paulsen.

Bladzijde 2, rechts, van de Memorie van Toelichting schrijft de Regeering : « Het algemeen plan der verrichtingen bij titel III van het Kieswetboek voor de herziening der kiezerslijsten vastgesteld, wordt door het ontwerp ongewijzigd gelaten. De herziening begint dus op 1 Juli van elk jaar, en wordt door het van kracht worden der herzienelijsten, op 1 Mei van het volgend jaar, gesloten. »

Geen wijziging wordt dus voorzien voor artikel 54 van het Kieswetboek; alleen worden enkele data in artikel 2 van het wetsontwerp gewijzigd; de voornaamste wijziging, die de meeste overige voor gevolg heeft, bestaat in de bepaling op 20 September van den datum waarop de voorloopige lijsten worden vastgesteld door de schepencolleges; de datum bij artikel 69 van het Kieswetboek bepaald is 31 Augustus.

Het wetsontwerp is dus een volstrekte hinderpaal voor de voorstellen die de heer Paulsen heeft gedaan in het wetsvoorstel dat hij, met andere collegas, bij den Senaat op 4 Februari 1926 heeft ingediend (n^r 69 van de stukken van den Senaat) en dat hij later heeft gewijzigd.

In hunnen tegenwoordigen tekst luiden de voorstellen van onzen collega als volgt :

« EERSTE ARTIKEL. — Met ingang van 1 Juli wordt door het College van burgemeester en schepenen overgegaan tot het opmaken van de lijsten der burgers die geroepen zijn om deel te nemen aan de verkiezing van de leden der Wetgevende Kamers en der gemeenteraden.

Het behoudt of schrijft daarop, van rechtswege of op verzoek van elken burger, alwie, op 1 Juli sedert zes maand

ten minste zijn woonplaats in de gemeente heeft en aan de overige vereischten van kiesbevoegdheid voldoet.

» Afzonderlijke lijsten worden opge maakt voor de mannen en voor de vrouwen.

» ART. 2. De lijsten worden voorloopig afgesloten op 1 Januari van het volgende jaar. Alvorens daartoe over te gaan, worden door het College van Burgemeester en schepenen :

» 1^o Van rechtswege of op verzoek van elken burger de personen ingeschreven die, op 1 Januari, sedert ten minste zes maand hunne woonplaats in de gemeente hebben en aan de overige vereischten van kiesbevoegdheid voldoen;

» 2^o Degenen behouden die, ingeschreven op de voorbereide lijsten, vóór 1 Januari en sedert ten minste zes maand regelmatig hunne woonplaats naar een andere gemeente hebben overgebracht, zoo zij aan de overige vereischten van kiesbevoegdheid voldoen.

» 3^o Degenen afgevoerd die uit de gemeente vertrokken zijn tusschen 1 Januari en 1 September.

» ART. 3. — De lijsten worden voor goed afgesloten op 14 Februari en worden van kracht op 1 Mei daaropvolgende.

» ART. 4. — Artikel 5 der wet van 15 April 1920 op de kiezerslijsten voor de gemeente alsmede de bepalingen van het Kieswetboek in strijd met de vorige artikelen worden ingetrokken. Dien overeenkomstig worden de door het Kieswetboek voorziene data en termijnen gewijzigd. »

Het voorstel van den heer Paulsen gaat uit van den zeer rechtmatigen wensch het grootst mogelijk aantal belanghebbenden in de mogelijkheid te stellen hun kiesrecht uit te oefenen, met zooveel mogelijk het oogenblik waarop zij moeten kiezen te doen overeenstemmen met den dag hunner inschrijving op de lijsten die voor de verkiezingen moeten dienst doen.

Om tot dien uitslag te komen aarzelt onze geachte collega niet van elf op vier maand de termijnen te verlagen voorzien voor het opmaken en het herzien der lijsten voor de wetgevende verkiezingen.

Als volgt staaft hij zijn voorstel :

« Men moet toegeven dat de termijnen door het Kieswetboek voorzien voor de herziening der lijsten al te lang zijn, vooral sedert de afschaffing der bijstemmen.

» Het verhaal van deze lijsten steunt of op eene inschrijving, of op eene afvoering, of op een vraag van nationaliteit. Men mag zeggen dat het onderzoek dezer zaken den tijd niet meer vergt die door het Wetboek wordt voorzien.

» Wat betreft de praktijk en vooral het drukken der lijsten voor de groote gemeenten, valt op te merken dat niets belet het drukken te laten beginnen op 1 Februari bij voorbeeld, met de personen te nemen die voor 1 September hunne woonplaats hebben gekozen, mits op de aanvullende lijst diegenen voor afvoering in te schrijven die uit de gemeente vertrokken zijn tusschen 1 Februari en 1 Maart en die zich aldaar hebben komen vestigen tusschen 2 Juli en 1 September.

» Wij stippen aan dat artikel 2, 2^o, diegenen behoudt die tusschen 1 Januari en 1 Maart werden afgevoerd, omdat zij op 1 Januari zes maanden verblijf telden.

» Men zal allicht doen gelden dat, met op de aanvullende lijst de afvoeringen van Februari te vermelden, het aantal klachten dat van rechtswege wordt ingediend tamelijk groot zal zijn; men mag niet uit het oog verliezen dat het na te streven doel en wel te beletten dat talrijke kiezers tegen wil en dank hun kiesrecht zouden verliezen, zal opwegen tegen het overwerk dat den gemeenten zal worden opgelegd.

» De tabel van de klachten tegen de lijsten in 1925 vermeldt, voor het arrondissement Brussel, 24 klachten voor lijsten met 729,515 kiezers.

Het arrondissement Antwerpen telde weliswaar 2,702 klachten op 407,030 ingeschreven kiezers. Het is te onderstellen dat de gemeentebesturen niet met de noodige zorg de lijsten opmaken en dat daarom zoovele klachten inkomen.

« Gelet op het geringe aantal klachten voor het geheele land, kan men, zooals wij het aanvankelijk hebben gezegd, de in het Wetboek voorziene termijnen verkorten.

» Zoo men evenwel van meening is dat ons voorstel met enkele bezwaren gepaard gaat, wat de termijnen betreft, dan kon men het afsluiten van de voorloopige lijst vaststellen op 1 Januari, het definitieve afsluiten op 14 Februari en het van kracht worden op 1 Mei. Aldus zouden er twee en halve maand overblijven tusschen het definitieve afsluiten en het van kracht worden. Deze termijn zou volstaan om in beroep te komen.

» Het is klaar dat, zoo de datum van 1 Januari aangenomen werd voor het voorloopige afsluiten, de data voorzien in het eerste voorstel zouden moeten worden gewijzigd. »

Om den Senaat in de mogelijkheid te stellen een oordeel te vellen over het voorstel van ons geacht medelid, mag er hier wel worden gewezen op hetgeen zich onder de geldende wetten thans voordoet.

Naar luid van artikel 55 van het Kieswetboek, moet, tusschen 1 Juli en 31 Augustus, het college van burgemeester en schepenen overgaan tot de herziening van de lijsten der burgers die geroepen zijn om deel te nemen aan de verkiezingen en, om op deze lijsten te worden ingeschreven, moeten de burgers hunne woonplaats in de gemeente hebben sedert ten minste zes maand op den eersten dezer data (art. 1 der wet van 30 Juli 1924).

De wetten van 30 Juli 1924, van 6 Augustus 1925 en van 6 Augustus 1926 lieten de wijziging van den datum van

31 Augustus enkel toe voor de herzieningen van 1924, 1925, 1926 en 1927.

Gevolg daarvan was dat, om deel te nemen aan de verkiezingen voor de Kamers, door de wet bepaald op den vierden Zondag in Mei, men zijn woonplaats in de gemeente moet hebben op de lijsten derwelke men als kiezer voorkomt, op een tijdstip dat elf maand aan den dag der verkiezing voorafgaat, en dat, om deel te nemen aan de gemeenteverkiezingen die plaats hebben den tweeden Zondag in October, het tijdstip waarop aan het vereischte van woonplaats moet worden voldaan veertien maand aan bedoelden dag voorafgaat.

Gevolg daarvan is dat een zeker aantal personen die, ofschoon voldoende aan de overige vereischten van kiesbevoegdheid, op den dag der verkiezing hunne woonplaats hebben in een gemeente, niet mogen deelnemen aan de stemming.

Waarom werd aldus besloten wanneer de wet van 1894 werd aangenomen?

Omdat op dit gebied de eerbied voor de rechten van den volkswil een zoo onmisbare zaak is, dat elke maatregel die aan die rechten in den weg mocht komen te staan, onverbiddeijk moet worden afgewezen. Stelt men zich inderdaad voor wat voor kiezerslijsten zouden kunnen worden opgemaakt door schepencolleges bestaande uit verkozenen van een der strijdende partijen?

Zoo het past dat het grootst mogelijk aantal berechtigden deel neme aan de stemming, dan is het even noodzakelijk dat alleen zij tot de stembus toegelaten worden die aan de gestelde vereischten voldoen. Zonder echter het doelmatig toezicht vanwege de politieke vereenigingen en vanwege de belanghebbenden zelve, ware de uitslag van een stemming allicht verdraaid, wat een veel erger gevolg ware dan dit waartoe de bezwaren, die het wetsvoorstel wil verhelpen, aanleiding geven.

Ook heeft het Kieswetboek met uiterste nauwgezetheid een volledig stelsel

ingevoerd dat nauwkeurigheid en eerlijkheid van de lijsten waarborgt, mits aan de belanghebbenden evenals aan derden al het gemak te verleenen om de opmaking der lijsten na te gaan en desnoods de vergissingen te doen terechtwijzen.

Kan men, zooals de geachte heer Paulsen meent, de door het Kieswetboek voorziene termijnen inkorten?

Een lid der Commissie beweerde dat al diegenen die zich onledig houden met de herziening der lijsten eensgezind erkennen dat de meeste toegestane termijnen ternauwernood toereikend zijn om ernstig toezicht te kunnen uitoefenen. Er zijn, zegt dit lid, 415,872 gemeentekiezers ingeschreven in het bestuursarrondissement Antwerpen; 738,698 in het arrondissement Brussel; 270,268 in Gent; 361,981 in Luik. Voor het nazien van die honderdduizenden inschrijvingen en van de klachten die daartegen inkomen, verleent de wet maar vier maanden; de klachten moeten bij deschepencolleges binnen komen uiterlijk op 31 October; die bij de Hoven van Beroep uiterlijk op 31 December (art. 73 en 93). Het voorstel van den heer Paulsen, dat de lijsten doet afsluiten op 1 Januari in plaats van op 20 September, zou slechts een maand tijds laten voor de klachten bij de schepencolleges en een volgende maand voor de klachten bij het Hof van Beroep; de thans reeds zoo korte termijnen zouden dus nog met de helft worden verkort. Het nazicht van de lijsten ware denkbeeldig, beter zou men het afschaffen.

Bovendien, voegde hetzelfde lid daarbij, voorziet het Kieswetboek voor de beslissingen te nemen door de schepencolleges inzake de hun toegekomen klachten, een maand en vijf dagen (art. 77 en 8); voor het opmaken van de dossiers en hunne overmaking aan de Hoven van Beroep twee maanden en vijf dagen (art. 96 en 101).

De geachte heer Paulsen vermindert den eerste dezer termijnen op vijftien dagen (n^r 15 van de bij het ontwerp

gevoegde tabel); den tweede op één maand (n^{rs} 25, 34 tot 36 van dezelfde tabel).

Men hoeft geen profeet te zijn om te voorspellen dat, binnen zoo korte termijnen, het opmaken van de dossiers, met behulp van de bewijsstukken die de partijen moeten inleveren, in de meeste gevallen onmogelijk zal zijn.

Naar de meening van een ander lid, is het voorstel van den heer Paulsen praktisch niet te verwezenlijken. Het schrijft, inderdaad, een eerste herziening der lijsten voor op 1 Juli, een tweede op 1 Januari daaropvolgende. Dit zou feitelijk de gemeentebesturen verplichten twee kiezerslijsten te laten drukken of autografeeren: een voorloopige en een definitieve; de eerste bevattende de personen die hunne woonplaats in de gemeente gehad hebben tusschen 1 Januari en 1 Juli; de tweede met de inschrijvingen en de afvoeringen voorzien bij artikel 2. Men zou zich inderdaad niet kunnen voorstellen dat de wijzigingen op de eerste lijst met de hand zouden worden aangebracht; in de gemeenten van eenig belang zouden er te veel zijn en daar de lijsten in verschillende exemplaren moeten worden opgemaakt, kan men zich moeilijk inbeelden wat al terechtwijzingen met de hand op al de exemplaren zouden moeten worden gedaan.

De lijsten met de terechtwijzingen die den naam moeten bevatten van al de personen die tot 31 December moeten worden ingeschreven of afgevoerd, zouden pas drukvaardig zijn ettelijke dagen na 1 Januari. Wanneer zullen zij worden gedrukt en bekendgemaakt?

De geachte heer Paulsen voorziet dat het indienen der voorloopige lijsten voor het publiek op 3 Januari zal moeten geschieden; dat op 8 derzelfde maand de lijsten zullen worden overgemaakt aan de arrondissementscommissariaten en aan hen die een exemplaar verlangen.

Dat is beslist onmogelijk

Ten slotte zou het voorstel willen dat, uiterlijk op 31 Januari, de klachten tegen de lijsten zouden moeten worden overgemaakt aan de schepencolleges, doch zal men daartoe den tijd hebben? In elk geval, zoo zij worden rondgedeeld, zal de tijd ontbreken om ze na te zien. Het voorstel gaat dus niet op.

En kort nadat de wetgevende macht, uit bezuiniging, de gemeenten heeft vrijgesteld van de bekendmaking der volledige kiezerslijsten, wanneer er geen verkiezingen in het verschiet zijn, zou de Senaat beslissen dat in de verkiezingsjaren de kosten zouden moeten worden verdubbeld. Daaraan valt niet te denken.

Volgens een ander lid, zou er alleen maar mogen worden geraakt aan de bepalingen van het Kieswetboek, die de uitdrukking van den volkswil waarborgen, dan zoo dringende redenen dit rechtvaardigen.

In welke mate echter zal het voorstel van den geachten heer Paulsen een uitwerking hebben? Op hoeveel belanghebbenden zal het van toepassing zijn?

Het vereischte van leeftijd houdt geen verband met het oogenblik waarop de lijsten worden opgemaakt. Al degenen die op den dag van het van kracht worden der lijsten een en twintig jaar oud zijn, zooals de Grondwet vergt, worden dus ingeschreven op de lijsten die het vorig jaar op 1 Juli werden afgesloten (art. 8 van het Kieswetboek).

Zoo het vereischte van nationaliteit moet bestaan op het oogenblik dat de lijsten worden opgemaakt, dan zijn er maar zeldzame personen die, tusschen 1 Juli van een jaar en 1 Mei van het volgende, de hoedanigheid van Belg door groote naturalisatie of door keuze verkrijgen. Voor die paar uitzonderingen heeft men het Wetboek niet te wijzigen.

Wat de woonplaats betreft ware het van belang te weten hoeveel burgers voordeel zouden hebben bij de door den heer Paulsen voorgestelde maatregelen. Op te merken valt inderdaad dat alleen daarvan zullen genieten eenige kiezers voor de gemeente die, op 1 Juli van het

jaar der inschrijving niet sedert zes maand hunne woonplaats in een gemeente hadden en dus dezen termijn, tusschen 1 Juli en 1 Januari van het volgende jaar, moeten aanvullen.

De kiezers voor de Kamers echter die beschermd worden door de bepalingen van artikel 55, paragraaf 2, van het Kieswetboek, zullen in de gemeente stemmen die zij hebben verlaten zoo zij, op 1 Juli, in hunne nieuwe verblijfplaats geen zes maand verblijf tellen.

Dit recht wordt door artikel 4 der wet van 15 April 1920 niet verleend aan de gemeentekiezers, omdat de burger die eene gemeente verlaten heeft geen belang meer stelt in het bestuur van deze laatste.

Volgens dit geachte medelid schijnt het dus dat de burgers, met wier lot de heer Paulsen is begaan, slechts een uiterst geringe breuk vormen van het kiezerskorps voor de gemeente en dat het dus niet past hun kiesrecht toe te kennen door het hoofdbelang van de juistheid der lijsten en een procedure die vier en dertig jaar goed bleek en nooit werd gegispd, in het gedrang te brengen.

De geachte heer Paulsen had, in bijkomende orde, aan de Commissie voorgesteld, niet op 1 Juli doch op 1 October de herziening van de lijsten te doen aanvangen. Naar zijne meening zou deze datum veel beter zijn om de gemeentebesturen toe te laten over te gaan tot het lastige en lange opmaken der lijsten en, ofschoon in mindere mate, het beoogde doel nabijkomen.

Daartegen bracht men in dat, zoo men op 1 Mei de lijsten doet van kracht worden, het zoo moeilijk is den datum van hunne herziening te verschuiven dat, in haar ontwerp, de Regeering vraagt met twintig dagen den tijd te verlengen waarover de schepencolleges beschikken om de voorloopige lijsten op te maken.

« De belangrijke gemeenten, zoo luidt de Memorie van Toelichting, verkeeren in de onmogelijkheid het tijdsbestek van artikel 69 te eerbiedigen, om

reden, eenerzijds, der wijzigingen, die aan de kiesvereischten toegebracht zijn — te weten de toelating der vrouwen tot de gemeenteraadsverkiezingen — en de getalsterkte van het gemeentelijk kiezerskorps meer dan verdubbeld hebben, en anderzijds, door de onmogelijkheid, waarin de drukkers zich onder het huidige regiem bevinden, om het werk in hunne werkhuizen dusdanig te intensifiëren, dat de door de colleges van burgemeester en schepenen herziene lijsten op heel korten tijd kunnen gedrukt worden.

» Bij de jongste herzieningen — behalve deze van 1923, wanneer bij Koninklijk besluit de datum van 30 September werd vastgesteld voor de voorloopige sluiting — zag de Koning zich genoodzaakt om gebruik te maken van de macht, welke artikel 89*bis* van het Wetboek hem geeft, om nieuwe tijdsbestekken vast te stellen voor een zeer aanzienlijk getal gemeenten — waaronder al de groote steden — dewelke de voorloopige lijsten slechts met een maand of nog meer vertraging hadden kunnen bekend maken. »

Wat zou er gebeuren zoo, in plaats van twaalf weken, en wel van 1 Juli tot 20 September, de schepencolleges niet meer beschikten dan over een nog korteren tijd? Want, zoo de heer Paulsen aan de schepencolleges, voor de voorbereiding der voorloopige lijsten een termijn van 1 October tot 15 December laat, dan zullen al de overige termijnen zoodanig worden ingekort dat zij bij verre na niet meer voorzien in de meest onbetwiste behoeften.

Na deze gedachtenwisseling diende een lid der Commissie een nieuw voorstel in. Willende voldoening schenken aan zijn geachten collega, mits inachtneming van de beginselen van het Kieswetboek, opperde hij het denkbeeld dat de burgers, die pas na 1 Juli zes maand verblijf in de gemeente zouden kunnen doen gelden, individueel hunne inschrijving zouden kunnen vragen aan het schepencollege, ten zelfden titel als de

burgers die niet ingeschreven staan op de voorloopige lijsten en nochtans aan de vereischten voldoen om kiezer te zijn.

De tekst van zijn voorstel luidde als volgt :

« Aan artikel 5 der wet van 15 April 1920 de volgende paragraaf toe te voegen :

« Overeenkomstig artikel 74 van het » Kieswetboek, kan hij evenwel van » het gemeentebestuur van zijn nieuw » verblijf zijne inschrijving vorderen » op de lijst der gemeentekiezers zoo » hij, aan de overige vereischten van » kiesbevoegdheid voldoende, bewijst, » uiterlijk op 20 September, in dit ver- » blijf sedert zes maand zijne woon- » plaats te hebben en niet te zijn inge- » schreven op de lijst der gemeente- » kiezers in zijn vorige verblijfplaatsen » of daarvan te zijn afgevoerd. »

In de opvatting van den indiener van dit voorstel is de te treffen maatregel enkel van toepassing op de gemeenteverkiezingen, beter op zijne plaats in de wet van 1920 dan wel in het Kieswetboek ; hij houdt verband met artikel 5 dezer wet en verbeterd dit, hoe gegrond het ook weze ; hij schenkt volledige voldoening aan de belanghebbenden in de mate der grondbeginselen van het Kieswetboek.

De termijn van zes maand moet worden bereikt op 20 September, omdat op dezen datum de voorloopige lijsten worden afgesloten en dat de termijn van verhaal bij dit college ingaat. Van den klager moet dus het bewijs worden gevorderd dat hij niet ingeschreven is op de lijsten in zijn vorige verblijfplaatsen om te voorkomen dat hij in verschillende gemeenten zou kunnen kiezen. Daarbij moet hij aan de overige vereischten van kiesbevoegdheid voldoen, wat recht en rede is.

De geachte heer Paulsen verklaarde zich bij dit voorstel aan te sluiten, doch vroeg waarom de schepencolleges niet van rechtswege deze kiezers op de definitieve lijsten konden inschrijven.

Hem werd geantwoord dat de bepaling van artikel 81 van het Kieswetboek, naar luid waarvan de definitieve lijsten de voorloopige alleen wijzigen op punten die tot klachten aanleiding gaven en krachtens genomen beslissingen, dit voorstel als niet ontvankelijk moet doen beschouwen.

De heer Paulsen stelde alsdan voor aan de gemeentebesturen voor te schrijven hunne burgers kennis te geven van het recht dat door de nieuwe bepaling aan de belanghebbenden wordt opengesteld.

Dit voorstel werd eensgezind door de Commissie aangenomen. Het is des te meer gegrond dat het volledig overeenstemt met artikel 73 van het Kieswetboek.

De heer Paulsen trok alsdan zijn voorstel in en eensgezind besloten de aanwezige leden der Commissie aan den Senaat het amendement voor te leggen dat artikel 5 der wet van 15 April 1920 moet aanvullen. Zij hoopt dat de Senaat en de Regeering het zullen goedkeuren.

* *

Een ander voorstel van den heer Paulsen dat hij met andere collegas op 3 Mei 1928 indiende werd vervolgens door de Commissie onderzocht.

Dit voorstel bepaalt dat met afwijking van artikel 4 der wet van 15 April 1920, niet overgegaan wordt in 1928, 1929 en 1930 tot de herziening der kiezerslijsten voor de gemeente.

Zooals de indiener van het voorstel het in herinnering brengt, heeft eene wet van 1 Augustus 1922 beslist dat in 1922 niet zou worden overgegaan tot de herziening der kiezerslijsten, noch voor de Kamers noch voor de gemeente.

Een andere wet, die van 9 Augustus 1923, heeft bepaald dat in 1923 niet zou worden overgegaan tot de herziening der kiezerslijsten voor de gemeente.

Op 6 Augustus 1926 heeft de Wet-

gevende Macht het College van burgemeester en schepenen tot 1 Juli 1928 vrijgesteld van de verplichting jaarlijks de volledige lijst bekend te maken van de algemeene provinciale en gemeentekiezers, en voor de jaren 1926 en 1927 slechts de terechtwijzing van die lijsten voor te schrijven. Waarom die uitzonderingen op artikel 53 van het Kieswetboek dat de jaarlijksche herziening der kiezerslijsten voorschrijft? Omdat de wetgever terecht de gemeentefinanciën wilde sparen. Zeer juist deed de heer Paulsen opmerken, in de toelichting van zijn wetsvoorstel, dat de verplichting de kiezerslijsten te doen drukken of autografeeren, aan de gemeenten een uitgave oplegt van verscheidene millioenen frank en dat deze uitgave toch overbodig is *wanneer geen verkiezingen in het verschiet zijn.*

Hoe deze uitgaven vermeden?

Eerst en vooral moet men nadruk leggen op het kapitale feit dat de juistheid van de kiezerslijsten haar eenigen waarborg vindt in het toezicht dat het publiek of, met andere woorden, de politieke vereenigingen daarop uitoefenen. Ook heeft de wetgever als voornaamsten maatregel het drukken of autografeeren van de jaarlijksche lijsten en het afleveren aan particulieren van exemplaren dezer lijsten voorgeschreven.

Daarbij moet men niet uit het oog verliezen dat de Koning, die krachtens artikel 71 der Grondwet het recht heeft de Kamers of eene daarvan te ontbinden, van dit voorrecht moet kunnen gebruik maken op het oogenblik dat hem het meest gepast lijkt in het belang van het land. Bedoeld artikel 71 echter beveelt, in geval van ontbinding, de oproeping der kiezers binnen veertig dagen en de bijeenroeping der Kamers binnen twee maand. Er valt niet aan te denken binnen den korten termijn die de ontbinding van de verkiezingen scheidt, nieuwe lijsten voor te bereiden. Men moet dus voorzien dat de lijsten klaar wezen in geval van ontbinding.

Van meer belang echter is het vraag-

stuk der provinciale verkiezingen. Zij zullen in 1929 plaats hebben en vóór dien tijd zal het Parlement moeten uitspraak doen over het punt te weten of het de kiezers voor de Wetgevende Kamers dan wel de kiezers voor de gemeente zijn die de provinciale raadsleden zullen verkiezen. Vermits er twijfel bestaat, is het verkieslijk dat, in elk geval, de lijsten zouden bestaan en dat niet vooruit worde gelopen op de beslissing van de Wetgeving.

Ten slotte weze eraan herinnerd dat een Koninklijk besluit van 25 Juni 1924 voorgescreven heeft dat afzonderlijke lijsten zouden worden opgemaakt voor de mannelijke kiezers voor de Kamers en de gemeente, eenerzijds, en voor de vrouwelijke gemeentekiezers anderzijds, en men mag niet ontveinzen dat het vraagstuk ingewikkeld is en dat zijne oplossing al de aandacht van den wetgever vergt.

De ondervinding opgedaan met het stelsel der wet van 6 Augustus was afdoende: de uitwerking was rampzalig. Wanneer, sedert deze wet, in enkele arrondissementen moest worden overgegaan tot verkiezingen, dan deden zich de grootste moeilijkheden voor; tal van gemeenten bezitten geen kiezerslijsten meer. Niet zonder reden heeft de Regeering zich verzet tegen de toenmalige wetsvoorstellen en men mag veronderstellen dat zij het beginsel niet meer zou aannemen.

Een lid der Commissie uitte de meening dat, wat betreft de lijsten der kiezers voor de Kamers, eene herziening om de twee jaar zonder bezwaar de jaarlijksche herziening zou kunnen vervangen.

De maatregel die een bezuiniging van vijftig ten honderd van de tegenwoordige uitgaven zou verwezenlijken, zou gewis niet in strijd met de Grondwet zijn, vermits deze aan den gewonen wetgever de zorg overlaat de vormen te bepalen onder dewelke het uitoefenen van de kiesbevoegdheid wordt opgedragen aan degenen die aan de ver-

eischen voldoen. Niemand trouwens zou eraan denken pas om de vier jaar tot herziening over te gaan; de wijzigingen in het kiezerskorps, die thans jaarlijks tien ten honderd van de ingeschrevenen treffen, zouden de stemming vervalschen.

Doch wat verzet zich ertegen dat de lijsten twee jaar van kracht zouden blijven? Is de financieele uitslag niet de poging waard?

Het geachte lid stelde het volgende amendement voor: « De artikelen 53 en 54 van het Kieswetboek worden door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 53. — De lijst der kiezers is bestendig, behoudens de wijzigingen toe te brengen bij de herziening op de tijdstippen door de wet te bepalen.

» Herziening geschiedt overeenkomstig de volgende bepalingen.

» Artikel 54. — Om de twee jaar, en voor het eerst in 1928, maakt het college van burgemeester en schepenen, in de eerste helft der maand Juni en in den gewonen vorm der officieele bekendmakingen, een bericht bekend waarbij elke burger aangezocht wordt, vóór 1 Juli, tegen ontvangstbewijs, de titels over te leggen van diegenen die niet op de geldende kiezerslijsten ingeschreven zijn en kiesbevoegdheid bezitten. »

Volgens den indiener van het amendement zou de regel, gehuldigd bij artikel 54, pas voor wijziging vatbaar zijn op den dag dat, wegens eene ontbinding der Kamers, deze zouden moeten vernieuwd worden op een ander oogenblik dan normaal werd voorzien. In dit geval, zou de wetgever de bepalingen van artikel 54 in overeenstemming moeten brengen met den nieuwen toestand. Doch deze noodzakelijkheid is niet van dien aard dat zij deze hervorming in den weg zou staan.

Het gedane voorstel werd eensgezind door de aanwezige leden aangenomen.

Moest de Senaat erop ingaan, dan zou men moeten :

1^o De hoofding van het eerste hoofdstuk van Titel III van het Kieswetboek doen luiden : « Van de herziening der kiezerslijsten » ;

2^o In artikel 85 van het Kieswetboek de woorden : « van kiezers voorkomende op de lijsten van het vorige jaar », te vervangen door : « van kiezers voorkomende op de van kracht zijnde lijsten » ;

3^o In artikel 114 van bedoeld Wetboek de woorden : « van het voorgaande jaar » te vervangen door : « die van kracht is ».

Is de oplossing van het vraagstuk der herziening van de kiezerslijsten voor de Wetgevende Kamers tamelijk gemakkelijk, zij is veel moeilijker *waar het de herziening geldt van de lijsten der gemeentekiezers*.

Het Koninklijk besluit van 25 Juni 1924 dat het model der kiezerslijsten heeft bepaald, luidt in artikel 1 : « De lijst der gemeentekiezers wordt verdeeld in twee afdeelingen, de eerste omvat de kiezers van het mannelijk geslacht, de tweede die van het vrouwelijk geslacht ».

Bovendien bevat het model der kiezerslijsten voor de Wetgevende Kamers een kolom waarin door de vermelding der letter C, het college van burgemeester en schepenen vaststelt dat de kiezer voor de Wetgevende Kamers tevens kiezer voor de gemeente is.

Daaruit volgt eerst en vooral dat het redelijk ware de lijst te herzien van de gemeentekiezers die tevens kiezer voor de Kamers zijn, terzelfdertijd als de schepencolleges de lijst dezer kiezers herzien. Dit vergt niet veel meer werk en de kosten zijn niet merkkelijk hooger. Doch de datum der gemeentekiezingen stemt niet overeen met dien der kiezingen voor de Kamers.

In 1929 worden de Wetgevende Kamers en de provinciale raden hernieuwd.

In 1930 en 1931 is er normaal geen enkele verkiezing in het verschieft.

In 1932 worden de gemeenteraden heelemaal hernieuwd.

In 1933 is er verkiezing voor de Kamers.

Krachtens het hierboven voorgestelde amendement zouden de lijsten voor de Kamers in 1928 en 1930 moeten worden herzien.

In 1931, met het oog op de gemeentekiezingen in 1932, zou de lijst van de gemeentekiezers in al de gemeenten van het land moeten worden herzien.

Zoo het redelijk is in 1929 en 1930 niet tot eenige herziening der kiezerslijsten voor de gemeenten over te gaan, zooals de heer Paulsen het terecht voorstelt, en uwe Commissie eensgezind was om te beslissen, toch kwam het verschillende leden voor dat, in de onzekerheid waarin het Parlement verkeert omtrent de samenstelling van het kiezerskorps voor de provincie, de herziening der lijsten des te meer geboden is in 1928, daar de herziening van de lijsten voor de Kamers dit jaar onmisbaar is en daar de herziening van bedoelde lijsten onvermijdelijk gepaard gaat, zooals daareven werd gezegd, met het onderzoek van de kiesbevoegdheid voor de gemeente van hen die op die lijsten voorkomen voor de Kamers. De herziening voor de gemeente zou dus, voor 1928, enkel bestaan in het opmaken van de lijsten der vrouwelijke kiezers.

Deze geachte leden hebben het volgende amendement ingediend :

« Artikel 4 der wet van 15 April 1920 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Door het college van burgemeester » en schepenen wordt overgegaan tot » de herziening van de lijsten der mannelijke gemeentekiezers terzelfdertijd » als tot de herziening van de lijsten » der kiezers voor de Wetgevende Kamers.

» Het gaat over tot de herziening van

» de lijst der gemeentekiezers die geen
 » kiezer voor de Wetgevende Kamers
 » zijn, voor de eerste maal in 1928 en,
 » vervolgens, in het jaar dat voorafgaat
 » aan hetgeen tijdens hetwelk de ge-
 » meenteraden moeten worden her-
 » nieuwd.

» Het behoudt of schrijft op deze
 » lijsten alwie aan de vereischten voor
 » het gemeentekiesrecht voldoet en te-
 » vens op 1 Juli van het jaar der her-
 » ziening en behoudens het bepaalde in
 » paragraaf 2 van artikel 5, sedert ten
 » minste zes maanden zijne woonplaats
 » in de gemeente heeft. »

In de opvatting van de indieners van het amendement, zou de wetgeving bijzondere maatregelen moeten treffen telkens in een bijzondere omstandigheid, bij voorbeeld in geval van verdeeling eener gemeente of versmelting van verschillende gemeenten, verkiezingen mochten noodig blijken. Deze afzonderlijke gevallen kunnen echter, naar hunne meening, geen beletsel zijn voor het goedkeuren van de voorgestelde bepalingen, waarvan de gevolgen van het hoogste belang zullen zijn.

Zal het in 1930 mogelijk zijn de herziening van de lijsten der kiezers voor de Wetgevende Kamers tot in 1931 uit te stellen, om haar te doen samenvallen met de herziening der kiezerslijsten voor de gemeente en aldus slechts ééne herziening te hebben in plaats van twee? Het is nog te vroeg om dit te voorzien; doch niets zal alsdan gemakkelijker zijn voor den wetgever als dezen maatregel voor te schrijven, zoo de omstandigheden het toelaten.

Uitspraak doende over de gedane voorstellen, heeft de Commissie ze eensgezind aangenomen en verzoekt zij om de bekrachtiging van den Senaat.

5. ART. 57bis.

Artikel 5 bis van het Kieswetboek schrijft formaliteiten voor die moeten worden vervuld door het College van burgemeester en schepenen in geval van

verandering van woonplaats van een kiezer.

Deze voorschriften vervallen. Dit artikel wordt in het ontwerp vervangen door een bepaling van een anderen aard, waarvan de Memorie van Toelichting (blz. 4) de strekking uiteenzet en rechtvaardigt. De Commissie sloot zich daarbij aan.

6. ART. 61.

De Memorie van Toelichting (blz. 5) rechtvaardigt den voorgestelden tekst; deze lokte in den schoot der Commissie geen verzet uit.

ART. 64.

Dit artikel codificeert de bepalingen der vorige wetten en laat diegene wegvallen die het algemeen stemrecht overbodig maakte. Uwe Commissie stelt fe aanneming voor.

8. ART. 66.

De tekst van het nieuwe artikel lokte geen verzet uit.

9. ART. 68.

Artikel 68, in zijn nieuwen tekst, codificeert de voorschriften der vorige wetten.

Een lid vroeg of men de schepencolleges van de in wijken verdeelde gemeenten niet moet vrijstellen van de verplichting de wijk te vermelden wanneer een kiezer van wijk verandert.

Daarop werd geantwoord dat deze vermelding steeds vereischt werd en onmisbaar is om aan derden, die zich met de herziening der lijsten onledig houden, toe te laten zonder moeite den arbeid der gemeentebesturen na te gaan.

11. ART. 84.

Artikel 84 van het Kieswetboek wordt overbodig door de afschaffing van het meervoudig stemrecht. De nieuwe bepa-

ling die dit artikel vervangt schrijft, voor het doen gelden van de rechten van sommige vrouwen op kiesbevoegdheid voor de Kamers, regelen voor die uwe Commissie eensgezind heeft goedgekeurd.

ARTIKEL 2 VAN HET ONTWERP.

Dit artikel slaat eenerzijds op eene reeks wijzigingen van data, als gevolg van de verlenging van 31 Augustus tot 20 September van den termijn ingeruimd aan de schepencolleges voor het opmaken der kiezerslijsten; anderzijds op tekstwijzigingen die het afschaffen van het meervoudig stemrecht noodig maakt.

De voorstellen lokten geen verzet uit.

De Senaat zal ongetwijfeld ook de beperking goedkeuren die het ontwerp voorstelt voor de rechten der Regeering inzake verlenging van termijnen, toegelaten bij het tegenwoordig artikel 89bis.

ARTIKEL 3 VAN HET ONTWERP.

De artikelen van het Kieswetboek die artikel 3 doet wegvallen slaan :

de artikelen 4 tot 7, 9 tot 19 op het meervoudig stemrecht;

de artikelen 54ter en 65 op formaliteiten die nutteloos blijken na afschaffing van bedoeld stemrecht;

de artikelen 24 tot 52 op de fiscale bijdragen inzake persoonlijke belasting;

de artikelen 71 en 72 op de herziening der lijsten door de vrederechters wat betreft het naleven der bepalingen met betrekking tot het uitsluiten van kiezers wegens opgelopen veroordeelingen.

De eerste drie categoriën bepalingen hebben geen reden van bestaan meer.

Voor de intrekking van de artikelen 71 en 72 doet de Memorie van Toelichting

doorslaande redenen gelden die, in den schoot der Commissie, geen verzet uitlokten.

ARTIKEL 4 VAN HET ONTWERP.

Dit artikel voorziet, met het oog op de nieuwe bekendmaking van het Kieswetboek, enkele maatregelen die uwe Commissie onmisbaar achtte en die zij den Senaat verzoekt te bekrachtigen.

BIJKOMENDE BEPALINGEN.

Deze bepalingen, ten getale van vier, slaan :

de eerste op de overeenstemming van artikel 230 van het Kieswetboek, betreffende de gronden van onverkiesbaarheid, met de bepalingen van het ontwerp;

de tweede, op een dergelijken maatregel ten aanzien van artikel 60 der samengeschakelde wetten op de gemeenteverkiezingen en van artikel 24 der wet van 19 October 1921 op de provinciale verkiezingen;

de derde, op de eenmaking der wetgeving betreffende de gronden van onbevoegdheid voor de verschillende verkiezingen;

de vierde, op eene wijziging van de procedure betreffende de inschrijving der militairen die kiesbevoegd zijn.

Deze bepalingen, die ruim gerechtvaardigd worden in de Memorie van Toelichting (blz. 9, 10 en 11), lokten geen critiek uit.

Mits hoogerstaande aanmerkingen heeft de Commissie voor Binnenlandsche Zaken de eer den Senaat de goedkeuring van het wetsontwerp voor te stellen.

De Verslaggever,
A. LIGY.

De Voorzitter,
P. BERRYER.

**Amendements
présentés par la Commission.**

I. — Amendement du Gouvernement.

Rédiger comme suit le n^o 10^o de l'article 21 du Code électoral :

« 10^o Ceux qui ont été mis à la disposition du Gouvernement par application des articles 13 et 14 de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité.

» L'incapacité cesse dix ans après la mise en liberté. »

II. — Amendements de la Commission.

1. Ajouter au texte de l'article 5 de la loi du 15 avril 1920, les paragraphes suivants :

« Il sera, toutefois, admis à réclamer, conformément à l'article 74 du Code électoral, à l'administration communale de sa nouvelle résidence, son inscription sur la liste des électeurs communaux, si, possédant les autres conditions de l'électorat, il justifie avoir acquis, dans cette résidence, à la date du 20 septembre au plus tard, six mois de domicile et n'être pas inscrit sur la liste des électeurs communaux de ses précédentes résidences ou en avoir été rayé.

» En publiant l'avis prévu par l'article 73 du Code électoral, le Collège des bourgmestre et échevins appelle l'attention spéciale des intéressés sur la disposition qui précède et les en informe individuellement. »

2. Les articles 53 et 54 du Code électoral sont remplacés par les dispositions suivantes :

« ART. 53. — La liste des électeurs est permanente, sauf les modifications à y introduire lors de la revision qui en sera effectuée aux époques que la loi détermine.

**Amendementen
door de Commissie voorgesteld.**

I. — A nendement van de Regeering.

Het n^r 10^o van artikel 21 van het Kieswetboek te doen luiden :

« 10^o Zij die ter beschikking van de Regeering werden gesteld bij toepassing van de artikelen 13 en 14 der wet van 27 November 1891 tot beteugeling van landlooperij en bedelarij.

» De onbevoegdheid vervalt tien jaar na de invrijheidstelling. »

II. — Amendementen van de Commissie.

1. Aan artikel 5 der wet van 15 April 1920 de volgende paragrafen toe te voegen :

« Overeenkomstig artikel 74 van het Kieswetboek, kan hij evenwel van het gemeentebestuur van zijn nieuw verblijf zijne inschrijving vorderen op de lijst der gemeentekiezers zoo hij, aan de overige vereischten van kiesbevoegdheid voldoende, bewijst, uiterlijk op 20 September, in dit verblijf sedert zes maand zijne woonplaats te hebben en niet te zijn ingeschreven op de lijst der gemeentekiezers in zijn vorige verblijfsplaatsen of daarvan te zijn afgevoerd.

» Bij de bekendmaking van het bericht voorzien bij artikel 73 van het Kieswetboek, roept het College van burgemeester en schepenen de bijzondere aandacht der belanghebbenden op bovenstaande bepaling en geeft hun daarvan persoonlijk kennis. »

2. De artikelen 53 en 54 van het Kieswetboek worden door de volgende bepalingen vervangen :

« ART. 53. — De lijst der kiezers is bestendig, behoudens de wijzigingen toe te brengen bij de herziening op de door de wet te bepalen tijdstippen.

» La revision a lieu conformément aux dispositions suivantes :

» ART. 54. — Tous les deux ans et pour la première fois en 1928, le collège des bourgmestre et échevins fait publier, dans la première quinzaine du mois de juin et dans la forme ordinaire des publications officielles, un avis portant invitation à tout citoyen de produire, avant le 1^{er} juillet, contre récépissé, les titres de ceux qui n'étant pas inscrits sur les listes en vigueur, ont droit à l'électorat. »

3. Modifier l'entête du chapitre 1^{er} du Titre III du Code électoral comme suit :

« Chapitre 1^{er}. — De la revision des listes électorales. »

4. Remplacer, à l'article 85 du Code électoral, les mots : « électeurs portés sur les listes de l'année précédente » par les mots : « électeurs portés sur les listes en vigueur ».

5. Remplacer à l'article 114 du Code électoral, les mots : « de l'année précédente » par les mots « en vigueur ».

6. L'article 4, de la loi du 15 avril 1920 est remplacé par la disposition suivante :

« Le collège des bourgmestre et échevins procède à la revision des listes des électeurs communaux du sexe masculin en même temps qu'il revise la liste des électeurs pour les Chambres législatives.

» Il procédera à la revision de la liste des électeurs communaux du sexe féminin, pour la première fois, en 1928, et, dans la suite, l'année qui précède celle au cours de laquelle les conseils communaux doivent être renouvelés.

» Herziening geschiedt overeenkomstig de volgende bepalingen :

» ART. 54. — Om de twee jaar, en voor het eerst in 1928, maakt het College van burgemeester en schepenen, in de eerste helft der maand Juni en in den gewonen vorm der officieele bekendmakingen, een bericht bekend waarbij elke burger aangezocht wordt, vóór 1 Juli, tegen ontvangstbewijs, de titels over te leggen van diegenen die niet op de van kracht zijnde kiezerslijsten ingeschreven zijn en kiesbevoegdheid bezitten. »

3. De hoofding van het eerste hoofdstuk van Titel III van het Kieswetboek te doen luiden :

« Hoofdstuk 1. — Van de herziening der kiezerslijsten ».

4. In artikel 85 van het Kieswetboek de woorden : « van kiezers voorkomende op de lijsten van het vorige jaar », te vervangen door : « van kiezers voorkomende op de van kracht zijnde lijsten ».

5. In artikel 114 van bedoeld Wetboek de woorden : « van het voorgaande jaar » te vervangen door : « die van kracht is ».

6. Artikel 4 der wet van 15 April 1920 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Door het College van burgemeester en schepenen wordt overgegaan tot de herziening van de lijsten der mannelijke gemeentekiezers, terzelfdertijd als tot de herziening van de lijsten der kiezers voor de Wetgevende Kamers.

» Het gaat over tot de herziening van de lijst der vrouwelijke gemeentekiezers, voor de eerste maal, in 1928 en, vervolgens, in het jaar dat voorafgaat aan hetgeen tijdens hetwelk de gemeenteraden moeten worden hernieuwd.

» Il maintient ou inscrit sur ces listes tous ceux qui, réunissant les conditions de l'électorat communal, ont au 1^{er} juillet de l'année de la revision et sous réserve de ce qui est dit au paragraphe 2 de l'article 5, leur domicile depuis six mois au moins dans la commune. »

» Het behoudt of schrijft op deze lijsten alwie aan de vereischten voor het gemeentekiesrecht voldoet en tevens op 1 Juli van het jaar der herziening, en behoudens het bepaalde in paragraaf 2 van artikel 5, sedert ten minste zes maanden zijne woonplaats in de gemeente heeft. »